

MENDES-FRANCE A EU SA C.E.D.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 30 DECEMBRE 1954
Cinquante-sixième année. — N° 411
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10°)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n°s : 1.000 fr.
26 n°s : 500 fr. ; 13 n°s : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n°s : 1.250 fr.
26 n°s : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

NOUVELLES D'ALGÉRIE

Mitterrand sème la terreur

RATISSAGE SANS PRECEDENT PRES DE L'OUENZA 600 ARRESTATIONS

Le plus important « ratissage » depuis le début des événements de l'Aurès, indiquent les milieux officiels, s'est déroulé samedi après-midi au douar Bayad, près des mines de l'Ouzenza, à 135 kilomètres au nord-est de Khenchela. Le général Chérié, commandant la 1^{re} région militaire, assistait en personne à cette opération à laquelle ont

pris part 4 bataillons de parachutistes, un escadron motorisé de spahis, 4 compagnies de C.R.S., des gendarmes, des policiers en civil...

Le douar Bayad, sorte d'immense bidonville, est habité par 12.000 personnes dont une partie est employée à la mine de l'Ouzenza à laquelle, on le sait, M. René Mayer s'intéresse de très près. C'est parce que les autorités soupçonnaient la présence d'un groupe armé que cette action fut décidée.

Les parachutistes et les spahis répartis sur les huit kilomètres du pourtour,

investirent le douar Bayad. Les CRS, gendarmes et policiers en civil, divisés en équipes ont procédé à une « fouille systématique de tous les gourbis ».

Après vérification des identités, les « suspects » étaient conduits à un centre où ils subissaient une nouvelle épreuve de vérifications. Les « suspects » au second degré peut-on dire, étaient dirigés alors sur un camp d'internement provisoire où l'autorité judiciaire les prenait en charge. Finalement, 600 personnes étaient arrêtées, des soupçons d'avoir aidé ou ravitaillé des hommes armés pesant sur elles.

Des arrestations massives ont donc été effectuées alors que les autorités militaires elles-mêmes précisent que le nombre des armes retrouvées — de quelles armes s'agit-il ? — « est moins important que celui qu'on escomptait ».

A AIN-FAKROUN CLIMAT DE TERREUR

Une grande indignation règne parmi la population d'Ain-Fakroun (commune mixte d'Ain-M'lila). Un ivrogne notoire aurait déclaré que de l'argent était collecté pour les « fellaga » et cette assertion aurait suffi pour faire dépêcher les agents de la P.R.G. dans ce centre, lesquels, avec l'aide de la gendarmerie locale et du garde champêtre, ont procédé à des « interrogatoires » de personnalités du village. Après ces « interrogatoires », plusieurs de ces personnes ont dû se faire délivrer des certificats médicaux attestant de nombreux cas d'incapacité de travail.

Les tribunaux ne chôment pas

62 ANNEES DE PRISON DISTRIBUEES PAR LE TRIBUNAL DE BATNA

Vingt-huit personnes ont comparu hier devant le tribunal correctionnel de Batna. Elles sont originaires des communes de Khenchela et des douars Yabous, Tighanimine, Ichmoul, Zalatou, Kimmel. Parmi les prévenus se trouvent des jeunes de 20 ans, des vieux de 60 ans, la plupart mariés et pères de familles nombreuses.

Que leur reprochait-on ? Aux uns « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat », parce qu'on les avait arrêtés, au cours d'opérations militaires, à leur domicile, ou à proximité de leur domicile, chez des amis. Quatre inculpés étaient également accusés de « déten-

tion d'armes et munitions de guerre ». La plupart ont nié les faits qui leur étaient reprochés.

LOURDES CONDAMNATIONS PAR LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE MOSTAGANEM

Accusés d'« atteinte à la sûreté de l'Etat et de détention d'armes », treize étudiants d'une école coranique ont comparu devant le tribunal correctionnel de Mostaganem. De lourdes condamnations ont été prononcées : de 3 à 10 ans de prison, de 2 à 4 millions d'amendes. Un quatorzième a été relâché.

OPERATION MILITAIRE DANS LA REGION D'AIN-BESSEM

Des forces de l'armée, de la gendarmerie et de police ont « opéré » au douar Errich, près d'Ain-Bessem. Trente et une personnes ont été arrêtées, des armes et des munitions saisies.

DES FORCES CONSIDERABLES INVESTISSENT LA PRISON CIVILE DE BATNA

Hier matin, dès avant huit heures, des forces considérables de police, composées essentiellement de CRS ont littéralement investi la prison civile de Batna. Plusieurs fusils-mitrailleurs prêts à tirer étaient en batterie.

ARRESTATIONS A FELIX-FAURE

Après l'incendie de la nuit du 10 au 11 décembre, une trentaine d'arrestations, dont celles de MM. Rabah Sebai, adjoint au maire et Rabah Mechairi, conseiller municipal, ont été opérées. Les personnes appréhendées ont été transférées dans les prisons de Tizi-Ouzou et d'Alger. Seul le lieu de détention de M. Sebai demeure inconnu.

Mais la RESISTANCE DU PEUPLE ALGERIEN s'accroît

SECTEUR DE BISKRA

Dans le secteur de Biskra, une opération de « contrôle » s'est déroulée. Une dizaine de personnes ont été gardées.

Au douar Ichmoul, 13 personnes ont été appréhendées. M. Messaoud Tourné a été tué, il avait demandé récemment un emploi de gommier.

DANS L'AURES

On signale de nombreuses activités de patrouilles. Aux environs de Batna, les corps de MM. Lakhdar Bentaieb, président de la djemaâ du douar Ouled-Melouk et son frère Larbi, ont été retrouvés.

LA TRAHISON NE PAIE PAS ! EN KABYLIE

L'amine du village d'Agouni-Annich a été attaqué au douar Makouda. Au douar N'Kira près de Dra-el-Mizan, un paysan, M. Slimane ben Mohamed Bouasker, a été trouvé mort.

FILS TELEPHONIQUES COUPES A BONE

Dans la nuit du jeudi à vendredi, les fils téléphoniques des appareils de M. Laurer, commissaire central et du capitaine Ciais, commandant la gendarmerie, habitant tous deux dans un immeuble de la Médania, ont été coupés.

Une opération policière a été menée, indique-t-on, dans la forêt de Makouda en Kabylie. De source officielle, on n'a pas donné d'autre information à ce sujet.

Répression en Egypte (II)

La politique des « Officiers Libres »

Les militaires ont « évolué » eux aussi et sont passés d'une démagogie neutraliste à une attitude nettement pro-occidentale. « Militairement, l'Egypte considère que le seul danger collectif pour le Proche-Orient est une invasion soviétique. A tous les points de vue, l'Egypte sera du côté de l'Occident », a déclaré le Conseil de la Révolution.

Ces jours derniers, les protestations du Gouvernement français à propos de l'appui que le Caire aurait accordé aux « fellagas » ont eu pour résultat une réponse fort rassurante du gouvernement égyptien, et la presse égyptienne a rapporté avec sympathie l'opinion de Malik, président de la délégation libanaise et représentant l'ensemble des pays arabes, après son entrevue avec Mendès-France à New-York. Malik a pourtant demandé à tous les pays arabes « de faire confiance au président du Conseil français ».

Ainsi, l'Egypte est-elle intégrée au maximum dans le bloc occidental, tandis que son régime intérieur est de plus en plus orienté vers le totalitarisme.

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 5.)

Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste

La réunion générale du Conseil National de Lutte contre la Répression Colonialiste se tiendra le jeudi 6 janvier, au « Pavillon », 67, Bd de la Villette, Paris-19.

— Camarades, la souscription anticolonialiste continue. N'oubliez pas les listes de souscription.

Les premiers mois de 1955 doivent nous donner

“Le Libertaire” sur 4 pages!

VOICI une nouvelle année terminée. Une année durant laquelle il n'est pas exagéré de dire que la FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE a fait des progrès foudroyants.

D'un mouvement que tous les ennemis de la classe ouvrière s'accordaient pour considérer comme fini et sans danger, nous avons fait pendant cette année écoulée le parti révolutionnaire efficace dont non seulement la bourgeoisie a peur, mais encore dont les bureaucraties des grands partis dits « ouvriers » commencent à mesurer le danger. Le danger, en effet, c'est la F.C.L. qui défend et promulgue les véritables aspirations des travailleurs, les aspirations vers la société communiste libertaire.

Quelle meilleure confirmation pouvait en être donnée que la répression qui s'abat systématiquement sur nous ! Le gouvernement a bien vu le danger, lui ! C'est pour cette raison que Le Libertaire et ses militants de la F.C.L. ont à faire face à une répression qui s'amplifie chaque jour. C'est pour cela que les mani-

festations organisées par la F.C.L. sont interdites et que des milliers de flics sont mobilisés, alors que les meetings platoniques contre le réarmement sont parfaitement autorisés.

Malgré les pertes d'argent considérables occasionnées par la répression, nous avons caressé l'espoir de faire une exaltante surprise à nos militants et lecteurs : LE LIB SUR QUATRE PAGES A PARTIR DU 1^{er} JANVIER !!

Malheureusement, l'ennemi utilise contre nous toutes les armes qui sont à sa disposition ! C'est ainsi qu'un sabotage systématique de la distribution du Lib dans les librairies et kiosques a été organisé. C'est ainsi par exemple que dans une commune où nous vendions 100 Liber-

taires chaque semaine, la vente est brutalement tombée à 0, à la suite des événements d'Algérie. Inutile de préciser que Le Libertaire n'avait pas été distribué dans les kiosques !

C'est donc en définitive toujours les questions d'argent qui nous barrent la route, qui se dressent en face de nous comme un obstacle terrible à franchir.

La solution est simple, cependant. — Il suffit que chaque lecteur qui en a la possibilité S'ABONNE au Libertaire. Ainsi, le sabotage deviendra pratiquement IMPOSSIBLE pour les lecteurs habituels qui auront régulièrement leur journal.

— Il suffit d'augmenter la diffusion directe, en commandant les journaux

directement à notre siège, 145, quai de Valmy (paiement des exemplaires vendus après la vente).

— Il suffit de donner IMMEDIATEMENT un coup de main au « Lib », afin que nous puissions débiter la nouvelle année sur des bases solides. Pour ceci, il faut SOUSCRIRE et FAIRE SOUSCRIRE. Certains camarades font déjà le maximum, mais DES MILLIERS d'autres n'ont pas encore versé. C'est pour cette raison que nous demandons à tous ceux-ci de faire un effort. En particulier, aux camarades qui ont touché une prime de fin d'année, nous demandons d'en verser une partie « pour que continue la progression du Libertaire ». Si cet appel est entendu, bientôt nous aurons enfin un « Libertaire » sur 4 pages, celui que chaque camarade attend.

— Abonnons-nous !
— Diffusions !
— Souscrivons !
Et « Le Libertaire » verra !

Le C.N. de la F.C.L.

Les accords Londres-Paris sont votés

Les travailleurs

continuent la lutte contre le réarmement

Il fallait s'y attendre. Nous l'avions laissé prévoir dans le dernier numéro du Libertaire lorsque nous écrivions : « Il reste un combat à mener. Et même si les accords sont ratifiés à l'Assemblée, nous ne cessons de lutter. »

Les radios du bloc oriental, depuis bientôt une quinzaine avaient réduit considérablement le temps consacré dans leurs émissions à la campagne contre les accords de Londres et de Paris. Et l'annonce de dénonciation du pacte franco-soviétique avait été un geste de propagande plus qu'une menace réelle. Pour Malenkov l'affaire était classée, les partis « communistes » des pays occidentaux devant continuer le baroud d'honneur jusqu'à la dernière minute et d'ailleurs dans l'indifférence générale : 400 personnes à leur « grand meeting » du mardi 21 (pas interdit celui-là) malgré des dizaines de milliers d'affiches. Voilà à quoi pouvaient aboutir les campagnes confusionnistes et d'union sacrée du P.C.F. : à l'indifférence générale.

A partir de là, l'attitude du Parlement pouvait être facilement prévue : les députés de la majorité après des critiques pour la galerie ont voté la confiance. Ils diront à leurs électeurs : « Je me suis opposé au réarmement allemand mais je ne pouvais briser les efforts de Mendès-France pour sauver le pays ». Les députés P.C.F. argueront de leurs efforts en oubliant de dire comment ces efforts dans le sens de la collaboration de classe et du chauvinisme ont contribué au triomphe de l'indifférence de l'opinion. Les M.R.P. et autres tenteront de se servir de leurs votes « contre » pour redorer leur blason. Mais tous savent bien déjà que le corps électoral ne les jugera pas sur ce point.

D'ailleurs la cuisine parlementaire a bien fait les choses : à l'avance, les difficultés, le vote « contre » l'article I et le rattrapage au vote sur la confiance étaient prévus : un pointage soigneux et des tractations du gouvernement avec les groupes précèdent tout vote important. La tranquillité (Suite page 2, col. 3.)

Il ne pouvait choisir d'autre voie. Face aux mensonges, aux crimes, il ne pouvait que par la violence répondre à la violence.

Sa lutte est notre lutte. Que tous les travailleurs, que tous les internationalistes lui apportent la solidarité la plus effective.

La nouvelle vague de répression en Algérie

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ NATIONAL DU M.L.N.A.

UNE nouvelle vague d'arrestations frappant le M.T.L.D. a déferlé sur la France et l'Algérie. Il s'agit dans cette dernière d'anciens délégués à l'Assemblée algérienne et d'élus municipaux.

Ceci est dans l'ordre naturel de la répression impérialiste et colonialiste : en frappant le M.T.L.D., on manifeste brutalement la volonté de s'opposer au peuple algérien dont il concrétise le mieux les aspirations vers l'indépendance et une assemblée souveraine élue.

Les militants de cette organisation n'étaient pas plus responsables des actes de « terrorisme » de la nuit de la Toussaint signés par « l'Armée de libération » proclamant son indépendance de tous les partis nationalistes, qu'ils ne sont responsables de reconstitution d'association dissoute.

L'impérialisme a des raisons que la légalité bourgeoise démocratique ne connaît pas. Parmi les « délinquants » se trouve l'un de ceux qui avaient été arrêtés puis relâchés, « ce qui était une faute, avait souligné Laquière, président de l'Assemblée algérienne, si LA CULPABILITE ETAIT RECONNUE ».

Ainsi, les ultras dont Laquière fait partie ont l'oreille des néo-colonialistes au gouvernement, surtout que les 15 voix des députés des départements algériens auront assuré le vote de confiance sur les accords de Londres.

« On vous accorde une aggravation de la répression et vous nous dépannez sur les accords de Londres... » Dominant, dominant et une bonne saignée dans le genre du Constantinien, après avoir poussé

le peuple algérien à bout permettra aux comptes en banque des gros colons de continuer à s'arrondir grâce à la misère du sous-prolétariat arabe, et permettra à la France de continuer à figurer parmi les grands impérialismes.

La répression englobe les communistes qui ne représentent rien les aspirations populaires et qui ne sont pour rien dans les derniers événements. A les entendre, tout le mal provient de la non-application par l'Assemblée algérienne, émanation des gros colons, du statut de l'Algérie qui recommandait des élections libres avec une représentation française et musulmane égale.

Ils ne peuvent mieux montrer leur désir de collaboration avec Mitterrand et son néo-colonialisme. La répression contre les communistes est un argument convaincant auprès des impérialistes américains, surtout quand il s'agit de maintenir l'ordre dans une position stratégique de premier plan comme l'Afrique du Nord.

A la lutte entre ultra-colonialistes et néo-colonialistes impérialistes, ou à leur complicité et aux négociations entre impérialismes, le peuple algérien allié aux peuples tunisien et marocain, doit opposer un seul objectif : l'indépendance totale, ce qui pour les travailleurs ouvre la voie de la Révolution sociale contre toute exploitation et répression de la part d'une nouvelle bourgeoisie.

Mais en attendant toutes les volontés doivent se tendre en Algérie vers la constitution d'un comité de lutte contre la répression colonialiste en liaison avec celui qui s'est déjà constitué en France.

Les Travailleurs au Combat

Les heures supplémentaires dans la marine marchande

LES heures supplémentaires ont été majorées de 50 % à la demande des représentants C.G.T. et en accord avec les armateurs. Très bien en apparence.

Mais il faut signaler que beaucoup de ces derniers s'en sont tirés en donnant l'ordre de réduire les heures supplémentaires et par ailleurs les heures supplémentaires que nous faisons pendant certaines heures de la journée par exemple de 11 h. à 13 h.

DEVELOPPEMENT DES METHODES — MAC CARTHYSTES AU COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE

Deux employés viennent d'être licenciés.

Motif : appartenance ou ont appartenu à la C.G.T. Ce n'est pas la première fois que des faits identiques se produisent.

Malgré ces brimades, la résistance des travailleurs scientifiques s'affermie.

La presque totalité du personnel a signé une pétition adressée au président du Conseil et demandant à celui-ci de s'opposer à la fabrication de bombes atomiques.

Signer une pétition est bien, mais insuffisant. Bientôt, il faudra avoir le courage de refuser de s'associer aux travaux de mort, quelles que soient les conséquences de ce refus.

Préparons-nous à la lutte.

(Correspondant C.G.T.)

DOCKERS

Les négociations au bout d'une semaine, n'ont toujours pas abouti. Comme nous l'avons dit, c'est dans la lutte que l'on obtient de réelles revendications.

DANS LE BATIMENT

A propos des Conventions Collectives

« Le Bâtimeur » et « Le Terrassier », organes des syndicats du bâtiment, des Travaux publics et Industries annexes, nous informent, en menant grand tapage, de la conclusion des accords nationaux pour la première partie des conventions collectives (du bâtiment et des T.P.).

Or, ce qu'ils nous présentent comme

Le prix GONCOURT-GALLIMARD

« Les Mandarins », de Simone de Beauvoir a décroché le prix Goncourt, problème par association d'idées car si le roman est loin d'être court, il est, par contre, très court.

En somme c'est un Mandarlin-cu. C'est aussi une crise d'exhibitionnisme : approchez Mesdames et Messieurs, venez voir nos intellectuels cogiter et haïsser devant vous, venez les voir se papouiller les scrupules et les nichons, se titiller la conscience et les fesses. En public, comme chez soi. Venez, approchez, il ne vous en coûtera que 900 balles plus les taxes locales !

Certains prétendent que c'est un roman à clef, auquel cas Sartre, Camus, Kestner, l'autel le sont, sont plutôt débattants dans l'intimité et aussi mûrs politiquement que le pourrait être un cheval intelligent.

Le grand problème traité dans ce monument de 579 pages est celui du ralliement de l'intellectuel au communisme.

Deux temps. D'abord il faut être pour l'U.R.S.S. ou pour les U.S.A. On n'a que ce choix ; ça ne se discute même pas, c'est comme ça.

La fine fleur de l'intelligentsia n'a jamais pensé que l'on pourrait prendre position contre deux régimes.

Il y a des gens qui n'aiment ni les camps de concentration, ni le capitalisme ; des brutes !

Ensuite, il faut être pour l'U.R.S.S., c'est l'évidence même : « elle a un mérite sur les autres formes de socialisme, celui d'exister ».

Ca raisonne comme ça, quand ça parle comme tout le monde. Les intellectuels. On comprend après cela qu'ils préfèrent le style philosopho-hiérarchique qu'au moins personne ne comprend. Ça évite bien des désillusions.

C'est non seulement d'une connerie béante, mais encore c'est affreusement mal écrit.

De sempiternels « se ramène », « pour de vrai », etc... et des fautes de syntaxe (1) démontrent que l'auteur a voulu jouer à l'intellectuelle qui se néglige.

Si ce n'est pas cela, Mme de Beauvoir ferait mieux de reprendre des chaussettes plutôt que d'écrire.

De toute façon, je crois qu'elle ferait mieux.

R. CAVAN.

N.B. — La syntaxe, je m'en fous bien, mais je ne suis ni un littérateur ni le représentant de crème de la pensée paracoccinante.

BULLETIN D'ADHESION A LA F.C.L.

Convaincu de l'efficacité de la lutte communiste libérale menée par l'Internationale Communiste Libérale à travers ses sections, convaincu du rôle INDISPENSABLE que j'ai à jouer dans cette lutte, j'adhère à la F.C.L., section française de l'I.C.L.

Nom, prénom

Adresse

Profession

Signature.

Le militant de l'I.C.L. lutte de toutes ses forces contre le capitalisme et les fléaux qu'il engendre pour la véritable société COMMUNISTE.

et qui étaient comptées double sont désormais comptées simples. Ainsi, si une situation se présente pendant les heures de repos et que l'emploi de l'équipage soit nécessaire, cette situation se transforme automatiquement en cas de force majeure. Et ceci donne une autorité accrue à la maîtrise.

Inutile de vous dire, camarades, le mécontentement qui règne en ce moment dans la corporation, sauf bien entendu chez ceux qui sont au forfait d'heures mensuellement.

Les véritables revendications, ce sont : l'augmentation de la maigre paye du marin qui est encore de 22.410 francs par mois moins les 2.600 francs pour la caisse invalidité. La revendication pour une nourriture et un logement sains (nous sommes nourris et souvent couchés à bord, comme des cochons), le contrôle syndical sévère à l'embauche : il y a actuellement 1.800 marins en chômage alors que les officiers font embarquer leurs copains qui n'ont jamais mis les pieds à bord d'un navire.

Il faut que le Libéraire soit lu de plus en plus par les marins, il faut que grâce à lui revivie l'action syndicale sur les navires.

E. F., Correspondant.

VICTOIRE CHEZ « DUBONNET »

Belle victoire d'unité d'action aux Etablissements « Dubonnet » à Charenton, où après huit jours de grève les travailleurs ont réussi à arracher une augmentation de 14 fr. de l'heure avec effet rétroactif du 1^{er} octobre ; une prime de responsabilité de 250 fr. par jour pour les chauffeurs livrés, et une prime de fin d'année avec engagement de ne s'exercer aucune sanction pour fait de grève.

C. SANCHEZ (correspondant.)

Grève à l'Entreprise DECHIRON

A l'Entreprise Dechiron les 350 ouvriers se sont mis en grève il y a quelques temps pour une augmentation de 30 %. Grève qui se termina malheureusement par le renvoi de ces 350 ouvriers.

Loi d'apporter l'appui du syndicat C.G.T. des terrassiers parisiens les bonzes de celui-ci critiquent ouvertement l'action de ces camarades : « L'augmentation était trop forte, les ouvriers étaient impolis avec le patron, il fallait attendre les conventions collectives ! ».

Et bien non ! Pas d'accords avec vous, les bonzes réformistes. Nous, communistes révolutionnaires, approuvons totalement l'action des terrassiers de chez Dechiron et celle de leur délégué Masset. Le rôle d'un C.G.T. qui se dit révolutionnaire était précisément d'appuyer ce mouvement, de rechercher l'aide des autres chantières, l'aide financière, et surtout solidarité de lutte, c'est-à-dire grève partout pour une augmentation, en l'occurrence de 30 %. Le lock-out ayant eu lieu, ce n'était pas des critiques dont avaient besoin ces luttteurs, mais un appui pour la réintégration de tous.

Et puisque vous vous rabattez sur les Conventions collectives, faudra-t-il vous apprendre, malgré toutes les réserves que nous portons sur celles-ci, que le patronat ne cède qu'à la force et par la peur ? Un tel mouvement GENERALISE pour 30 % d'augmentation, apportait de grandes chances pour que de plus forts salaires soient portés dans ces conventions, au lieu des aumônes que nous récolterions.

*

Avec la grève de chez Deschiron, les camarades présents à l'assemblée générale des terrassiers le 19 décembre à la Bourse du Travail, ont eu l'exemple frappant de la façon dont nos bonzes devaient agir. Une magnifique grève sous le fallacieux prétexte qu'elle est trop revendicative. Ils se contentent de discourir et de ramper devant la Direction, au lieu d'en appeler à l'ensemble des syndicats pour une action solidaire. Patience ! Le jour n'est pas loin où nous solderons l'arrière des trahisons et de la collaboration de classe en nous débarrassant des capitalistes et de ceux qui les soutiennent.

JACQUES (correspondant.)

La Grève des photographeurs

Les ouvriers de la photographie (labour) entrent dans leur 6^e semaine de grève devant l'insouciance d'un patronat rapace. Des appels à la solidarité sont faits aux différentes sections du Livre (labour et presse). Bien que nous soyons certains que cette solidarité sera agissante, il serait peut-être bon de noter en haut lieu, au siège de la direction syndicale que la plus efficace solidarité serait l'arrêt de travail chez les photographeurs presse. Car le travail qui n'est pas effectué dans les ateliers du labour est exécuté dans les ateliers presse.

Vouloir à tout prix conserver des catégories dans le syndicat du Livre, même pour une action quelconque, n'est-ce pas faire le jeu du patronat ?

Messieurs les bonzes du Livre C.G.T., les marchandages ont assez duré !

Léon LEFEVRE, (Correspondant.)

MENDÈS-FRANCE A EU SA C.E.D.

(Suite de la première page)

de Mendès, son calme sont des avertissements. Seuls les journalistes à gage et les imbéciles auront vu dans le rejet initial de l'article I des accords de Paris un « sursaut de la conscience populaire ». Pour renforcer la majorité d'ailleurs, ainsi que le prévoyaient nos camarades du M.L.N.A., 18 députés des colonies algériennes ont voté la confiance en échange des nouvelles mesures répressives de Mendès-Mitterrand.

Prétendons-nous donc qu'il n'y a pas de sursaut de conscience populaire face aux accords de la nouvelle C.E.D. ?

Bien au contraire, mais nous affirmons que ce n'est nullement l'opposition populaire qui s'est fait jour dans les votes « contre », uniquement préoccupés de défendre certains intérêts égoïstes immédiats de fractions de

OUVRIERS BOULANGERS

Refusant d'augmenter le profit de leurs patrons-mercantis ils se sont rencontrés ce mercredi 29 décembre, pour envisager des modalités d'action patronaux de la boulangerie se proposent de diminuer le poids du pain de fantaisie sans changement des prix actuels.

D'après les calculs patronaux, déclare un communiqué C.G.T. « l'ouvrier pourrait fabriquer davantage de pièces dans le même temps, ce qui équivaudrait à une augmentation des salaires qui pourrait atteindre 17 %... alors que les cadences sont déjà poussées à l'extrême limite des forces humaines ».

« Le gouvernement encaisserait tous les jours 6 fr. 72 de taxes fiscales sur un pain de 700 gr., le consommateur paierait le même pain 7 fr. de plus qu'encaisserait le patron boulanger et l'ouvrier de continuer à percevoir 4 fr. 03 de salaire ».

Le consommateur, et en premier lieu la ménagère, manifesteront au tout opposé à toute augmentation camouflée du pain. Et les ouvriers boulangers ne veulent plus de cadence infernale et des salaires de misère.

PAIX ET LIBERTÉ

UN individu nommé Jean Paul David déverse chaque jour par la Radio gouvernementale une infatigable propagande aussi mensongère que réactionnaire et perfide. Nos murs sont saisis par un flot d'insultes insolentes tous formats, couvrant des panneaux réservés, alors que les organisations ouvrières sont poursuivies pour affichage sur des emplacements interdits, faute d'argent.

Toute cette odieuse propagande anti-ouvrière, sous couvert de croisade contre le communisme stalinien, est financée par l'ambassade américaine, par des capitalistes privés comme « Goez-Golz » et sans doute par les fonds secrets du ministère de l'Intérieur.

Parmi les dirigeants de Paix et Liberté, nous trouvons des inspecteurs des Brigades spéciales de Vichy, des membres dissidents des « services d'ordre » R.P.F., le commissaire Dides, des agents doubles et indésirables comme Baranès. Aux réunions de cette flicaille assistent fréquemment l'ex-préfet de police Baylot, le directeur de la Sûreté, le préfet, ainsi que des représentants du ministère des Affaires étrangères et de la Présidence du Conseil.

Paix et Liberté entretient des relations suivies avec de hautes personnalités du gouvernement, de l'administration et des organismes du Pacte Atlantique, en particulier l'O.T.A.N.

La constitution par Paix et Liberté de dépôts d'armes n'a pas encore été démentie, sans doute grâce à la bienveillante complicité du ministère de l'Intérieur. On a donc bien affaire à un groupement fasciste de répression anti-ouvrière. L'activité ouverte et secrète de Paix et Liberté, sous prétexte de combattre le parti communiste qui a perdu tout caractère révolutionnaire, est en réalité dirigée contre toute organisation révolutionnaire.

La racaille de Jean-Paul David jointe aux Anciens d'Indochine, aux dirigeants des « Syndicats indépendants » et à la franc-maçonnerie, toute cette vermine constituerait en cas de mouvement révolutionnaire le noyau de résistance de la bourgeoisie menacée par le prolétariat. Pour l'instant, sous prétexte de

La reprise des cartes au P.C.

L'ANNEE 54 se termine et le P. C. commence sa campagne pour la reprise des cartes, mais tout ne s'annonce pas pour le mieux et il est certain qu'une grave baisse des effectifs est inévitable.

De très nombreux indices le font prévoir.

Dans un numéro de novembre de « France nouvelle », hebdomadaire central du P. C., Raymond Bochet, secrétaire de la fédération Seine-Ouest, fait son autocritique en déplorant le tendancé au « laisser aller » qui a fait disparaître les cellules des usines Chausson, Tricot mécanique, Jaeger, Meunier, etc...

Dans un numéro précédent du même hebdomadaire, Marcel Servin, secrétaire à l'organisation, remplaçant Auguste Lecœur (évincé pour son opportunisme, avangardisme, ouvriérisme ?), citait des fédérations comme l'Indre, les Deux-Sèvres, la Manche, l'Eure, l'Ain et le Tarn, dans lesquelles de grosses lacunes sont signalées. On notera que ces départements n'ont plus de représentation parlementaire, mais ce n'est pas le cas du département de l'Isère qui compte trois députés et dont vingt et une cellules d'entreprise et trente cellules rurales n'ont pas repris leurs cartes en 1954, ni de

la Corrèze (deux députés) où vingt et une cellules sont dans le même cas.

Dans l'Humanité du 18 novembre, un article sur la reprise des cartes rappelle que dans toutes les fédérations des dizaines et des dizaines de cellules ont complètement disparu au cours de l'année 54.

De plus la perte avouée de 10.000 lecteurs de l'Humanité (en réalité de 30 à 50.000) en un an n'est pas faite pour arranger les choses.

Mais toutes ces cellules, tous ces militants ont-ils cessé leurs activités par laisser aller ? Non, mais les militants ont été complètement dégoûtés par la politique patriotarde et d'union sacrée avec de Gaulle et Cie, et par les affaires Marty et Lecœur. Ils ont abandonné le P. C. qui ne répond plus à leurs aspirations révolutionnaires. Déjà nous les retrouvons de plus en plus nombreux dans la Fédération Communiste Libéraire où ils peuvent lutter pour la véritable communisme et la révolution.

Il faut que ce mouvement s'accroisse. L'heure vient où tous les militants révolutionnaires du P. C. rejoindront en masse la F. C. L.

GARANO.

PAIX ET LIBERTÉ

La flicaille fasciste

« croisade » anticommuniste, c'est la classe ouvrière que les fascistes veulent insulter et vendre au capitalisme atlantique. Aucun doute ne peut subsister à ce sujet lorsque nos murs sont souillés par d'insolentes injures et menaces contre la G.G.T. et ses militants. Il s'agit là de démolir les travailleurs et de les détacher des organisations syndicales et ouvrières, pour les préparer au fascisme.

Quels que soient nos critiques sans ménagements sur la politique anti-ouvrière du P.C.F. et des dirigeants de la

G.G.T., nous n'avons aucune leçon à recevoir à ce sujet des fascistes.

La classe ouvrière saura elle-même écarter ses dirigeants trahisseurs et en même temps lutter contre le fascisme monté.

Malgré les tractations et manœuvres des fascistes et les trahisons des partis dits ouvriers, la seule voie de l'émancipation du prolétariat apparaît chaque jour plus clairement : la Révolution sociale pour le communisme libéraire.

G. SIMON.

Des instituteurs de l'Yonne contre le projet Saint-Cyr

Les instituteurs du canton de Saint-Fargeau, réunis le 13 décembre 1954, après examen des mesures aptes à faire reculer le projet Saint-Cyr, à l'unanimité des présents, protestent contre l'emploi répété des grèves de 24 heures. Ils craignent que l'idée même de la grève — seule arme efficace des travailleurs en lutte pour leur émancipation — sorte amoindrie de ces mouvements qui ne font qu'émousser la combativité déjà médiocre du Corps enseignant, sans vraiment faire céder ses adversaires.

Les collègues du canton demandent que le Syndicat s'oriente délibérément à l'avenir vers des actions d'envergure en accord avec l'ensemble des travailleurs dont les intérêts de classe sont solidaires des nôtres. Ils pensent que, aujourd'hui comme hier, c'est le régime lui-même qui est en cause et que seule une action concertée et énergique de la classe ouvrière peut le faire céder. Une propagande active peut et doit être faite en ce sens.

La grève générale et illimitée peut seule, par son succès assuré, redonner aux travailleurs confiance en leur force et faire reculer l'adversaire. Il faut tendre vers cet objectif et c'est en ce sens que les instituteurs du canton de Saint-Fargeau demandent au Bureau National d'agir au cours des actions futures.

D'autre part, conscients de la gravité et de la fréquence des attaques portées à l'Ecole, faits qui nécessitent une vigilance accrue, les instituteurs du canton de St-Fargeau décident de se réunir plus fréquemment, au moins une fois par mois, à dates régulières, et à étudier ensemble toutes questions dignes d'intérêt, tant au point de vue syndical, qu'au point de vue social, politique, pédagogique...

Ils s'engagent à organiser des causeries, de libres discussions permettant de confronter leurs points de vue, de documenter utilement tous les collègues et principalement de faire l'éducation syndicale des jeunes, éducation que ces jeunes eux-mêmes regrettent de ne pas avoir reçue à l'Ecole Normale.

Ils proposent que semblable initiative, susceptible de donner plus de vie à nos sections cantonales, soit prise dans l'ensemble de ce département.

Adopté à l'unanimité des présents.

la bourgeoisie française. Qui peut croire que les Daladier, les Bidault, les Moch, les Duclos se soient souciés de quelques milliers de signatures, de quelques centaines de manifestants ?

La véritable opposition populaire au réarmement allemand, ces gens-là l'ignorent. Cette opposition populaire, elle est jusqu'ici restée à peu près muette, masquée par les campagnes tapageuses et creuses du P.C.F. Elle ne veut pas se confondre avec une revendication chauvine, elle ne veut pas de l'alliance avec des chefs radicaux ou gaullistes, elle sent que de telles alliances sont un abandon pour la classe ouvrière.

La véritable opposition populaire peut se manifester encore, alors que les campagnes confusionnistes des dirigeants P.C.F. sont à bout de souffle et n'ont plus d'objet. Pour eux il s'agit de lutter contre un traité. Pour nous, pour les masses dans leur ensemble, il s'agit de lutter, en commun avec tous les peuples et en dernier lieu avec le peuple allemand, sur un plan d'internationalisme (et non de défense de la « Patrie » et de « l'armée nationale ») contre le réarmement allemand mais aussi contre tout réar-

mement et pour une lutte effective contre les charges militaires, contre la durée du service militaire.

Une telle lutte s'inscrit dans une politique générale non de soumission à un bloc ou à l'autre, mais dans une politique (3^e Front) de défense des intérêts du prolétariat international, c'est-à-dire une politique basée sur la lutte de classes, sur l'offensive revendicative permanente, donc une politi-

que qui fasse subir aux bourgeoisies et à leurs gouvernements tout le poids de la crise du régime et leur interdise de mener à bien leur politique de préparation guerrière.

Les accords de Paris sont votés ? Il faut maintenant agir pour contre-carrer leur application. Par l'action ouvrière, en avant !

LIB

Répression en Egypte

Suite de la première page

Les dirigeants égyptiens ont rejeté délibérément la fiction du retour à la vie parlementaire ; ils ajournent d'année en année les élections. Les partis politiques demeurent dissous, les libertés fondamentales sont supprimées, la police réprime sévèrement toute manifestation populaire. Le régime des militaires a perdu le soutien de la petite bourgeoisie, a maintenu la structure féodalo-coloniale de l'Egypte. Les masses paysannes restent sous le joug des propriétaires fonciers ; la réforme agraire est enterrée. Enfin le peuple égyptien a ressenti la signature de l'accord sur Suez comme une capitulation.

Le 10 août 1954, quelques jours après la signature de l'accord, des terroristes égyptiens lançaient des grenades sur un camp abritant des familles de militaires anglais. Aussitôt le gouvernement égyptien envoyait des troupes pour protéger les installations et les soldats britanniques. En accord avec les Anglais Nasser réprimait les terroristes et faisait régner « l'ordre » à Suez. Des manifestations hostiles aux officiers libres ont éclaté fréquemment au Caire.

Dans la clandestinité, le W.A.F.D. et les Frères Musulmans ont constitué un front commun de fait contre la dictature militaire.

Les perspectives

Le destin actuel de l'Egypte est celui de tous les pays arriérés et soumis où la « Révolution » reste étiolée. La « Libération » est alors illusoire et l'issue, c'est la capitulation sous le joug d'un impérialisme. L'espoir, c'est le développement du prolétariat avec l'équipement du pays, c'est une prise de conscience au moins élémentaire des masses paysannes lorsque craque le système féodal qui ne peut survivre longtemps. A cet égard, l'Egypte est sans doute à l'arrière-plan des pays arabes.

Mais les conditions du développement d'une certaine conscience de classe et d'une avant-garde révolutionnaire sont contenues dans l'impuissance même du régime des officiers à briser la féodalité, à assurer au moins une réforme agraire et l'éviction de l'impérialisme.

Les masses égyptiennes que la Révolution des officiers a mises en mouvement ne peuvent s'arrêter sur ordre.

(Pm)

Des militants du P.C.I. interrogés

Des militants du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) ont été convoqués par la police de M. Mitterrand et soumis à des interrogatoires inquisitoriaux portant sur la solidarité que notre Parti a constamment manifestée aux peuples d'Afrique du Nord en lutte pour leur libération et sur l'activité de notre parti. Le gouvernement Mendès-France a fait saisir deux fois « La Vérité », organe central du P.C.I. sur le territoire du gouvernement général de l'Algérie. D'autres mesures sont en préparation contre notre journal.

Le Bureau Politique du P.C.I. proteste avec indignation contre ces mesures antidémocratiques, survenant après la saisie du « Libéraire » pour

des raisons analogues, mesures qui sont le complément inévitable d'une politique réactionnaire et oppressive. Il appelle tous les démocrates, toutes les organisations ouvrières et démocratiques à s'unir contre la répression.

A VENDRE : Encyclopédie de Sébastien Faure, état neuf.

Pour tous renseignements, s'adresser 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrales du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2^e.